

n dans une nouvelle ère



Champ d'action circonscrit ?



Photo: DR

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

De toute évidence, les attentes des populations sont à la hauteur de l'espoir suscité par la prise effective du pouvoir par l'ensemble des Forces de défense et de sécurité (FDS) le 30 août dernier dans notre pays.

Comme portés par ce vent de liberté, ici et là, de nombreux compatriotes interpellent le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) sur la nécessité de trouver des solutions à leurs préoccupations individuelles ou collectives, tout en dénonçant au passage un certain nombre de situations. Toute chose qui dénote l'ampleur de la détresse et de la précarité à laquelle ils étaient confrontés sous l'ancien régime, tout en ayant le sentiment d'être relégués à la périphérie de leur Nation et de n'être plus véritablement au centre des politiques publiques

consenties garantir leur épanouissement et promouvoir leur bien-être personnel et collectif.

Pour autant, aussi légitimes que soient leurs revendications à forte connotation sociale, il reste que celles-ci, de l'avis de nombreux observateurs, ne pourraient pas être satisfaites de manière pérenne par le CTRI. Vu que celui-ci, à les entendre, a pour mission première d'asseoir un État de droit stable, fort, soucieux de la sauvegarde des intérêts de la Nation sur la base d'institutions solides, crédibles et consensuelles. Une mission primordiale qu'il ne saurait reléguer, de quelque manière que ce soit, au second plan. Tant il y va, selon eux, de la nécessité d'asseoir notre vivre-ensemble sur des fondamentaux démocratiques universels.

Comme pour souligner que le champ d'action du CTRI est quelque peu circonscrit. Même si la recherche des solutions à certaines préoccupations sociales urgentes est aussi à soutenir.

Gratitude au Seigneur..

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

LE gymnase du Palais des sports et de la culture de Libreville a refusé du monde, samedi dernier, à l'occasion de la tenue de la Journée nationale de prière et d'action de grâce organisée par l'ensemble du corps de Christ. Celui-ci était représenté par les églises pentecôtistes, charismatiques du réveil du Gabon et apparentées.

Placés sous le thème "Seigneur, le Gabon te dit merci", ces moments de communion qui ont eu lieu simultanément dans les neuf provinces du Gabon, ont été rehaussés à Libreville par la présence de la première dame de la Transition, Zita Oligui Nguema, du Premier ministre, Raymond Ndong Sima, et des membres du gouvernement. Ainsi que du peuple de Dieu. Acte prophétique de repentance, d'action de grâce, d'intercession et de proclamation ont consti-

tué les moments forts de ladite rencontre. Des moments de méditation et de louange qui ont permis aux plus hautes autorités de notre pays, par la voix de la ministre de la Communication, Laurence Ndong, de demander pardon à Dieu et au peuple gabonais pour toutes les dérives commises à leur endroit. Mues par le seul intérêt supérieur de la Nation, les différentes composantes de l'État (autorités administratives, politiques et religieuses) ont, d'une seule et

même voix, fait une action de grâce à Dieu, mais surtout intercédé ensemble auprès de lui en faveur du Gabon.

"Intercéder c'est acheminer à Dieu les requêtes de prière, en lui disant, certes, qu'il nous a délivrés. Nous te témoignons toute notre reconnaissance", ont souligné les hommes de Dieu. Une phase d'intercession qui a fait place à la proclamation. "Nous décrétons ce que nous voulons voir s'accomplir au Gabon, à savoir le plein-emploi, une

croissance économique forte, etc.", ont-ils ajouté.

Dans le même sens, un autre acte prophétique a été posé par l'ensemble de l'assistance sur le drapeau gabonais. Une initiative que les hommes de Dieu entendent répéter tous les deux mois. "Notre volonté, c'est d'accompagner les autorités de la Transition. Nous prions tous les deux mois pour accompagner la Transition jusqu'à la fin", a indiqué le révérend apôtre Jude Benjamin Ngouwa.